

Forum International d'Economie Social et Solidaire, FONAES
Mexico, 13 et 14 décembre 2004

Face à la globalisation, le chômage et l'atomisation

**POUR UNE ORGANISATION ARTICULEE ENTRE ENTREPRISES AUTOGEREES,
LA FIN DE L'ARGENT ET LA RESTAURATION DU CREDIT SOCIAL**

Par Luis Lopezllera, architecte, créateur de Promoción del Desarrollo Popular, PDP,
(Promotion du Développement Populaire)

Traduction: Renaud Lallier

Notre analyse historique et structurale sert de support à une proposition qui combine non seulement les facteurs sociaux et entrepreneuriaux, mais aussi des facteurs financiers et monétaires vers une équation inédite qui reconstruit le crédit auprès des Mexicains et parvient à mobiliser et à articuler chez nous des millions de cellules potentiellement et économiquement durables. Il nous faut redonner la prééminence au don et à la réciprocité sur la recherche du profit et l'accumulation. Il nous faut dialoguer avec le pouvoir et que ses différentes composantes reconnaissent, respectent et dialoguent avec la société civile organisée afin de mettre en place conjointement des politiques publiques.

Implosion et éclosion. La nécessité de mise en place de systèmes durables

*1 Le fossé entre riches et pauvres continue à se creuser de façon alarmante. C'est pourquoi nous devons entreprendre une révision complète des modèles de développement qui ont été mis en place jusqu'à présent, sachant en particulier qu'ils sont à la base de la crise économique qui affecte le Mexique depuis 1982. L'effondrement du modèle soviétique à partir de 1989 a laissé le champ entièrement libre au modèle capitaliste qui a accru son pouvoir et asservit le reste du monde. Mais l'annonce de la fin de l'histoire est une idée mensongère, tant que sécurité et paix restent hors de portée et que prédominent partout la misère, le mécontentement et la violence.

*2 Dans le monde entier, on assiste à la prédominance du modèle néo-libéral (porté aux nues par Reagan et Thatcher dans les années 1980) qui met l'accent, à la base, sur le développement individuel, sans frontière ni limitation de la part des pouvoirs publics, avec en toile de fond le profit mesuré essentiellement en termes de capital financier et comme étant le résultat du triomphe du fort sur le faible. L'accumulation du pouvoir par une poignée de transnationales à partir de l'après 2ème guerre mondiale et davantage encore dans les années 1970 en est la preuve éclatante. Ces transnationales opèrent sans se préoccuper de la majeure partie des Etats Nations et façonnent l'économie selon leurs caprices et à leur bénéfice exclusif. La création de l'Organisation Mondiale du Commerce OMC, avec une indépendance quasi absolue et en marge des Etats, en est le résultat direct. Tout cela étant fermement remis en question depuis le sommet de Seattle (1999) jusqu'à celui de Cancun (2003).

*3 La « globalisation » régnante est le fruit historique du triomphe militaire d'une puissance mondiale, des progrès réalisés dans le domaine des transports et les technologies de la communication, de l'extrême mobilité des flux monétaires, d'une nouvelle structure transnationale qui assemble des ensembles et des sous-ensembles productifs sans régulation ni contrôle frontalier, sans considération sociale ni écologique. Tout est fait pour dominer les marchés et concentrer encore et toujours plus d'argent. Dans leur intérêt les transnationales exige un prix de la main d'œuvre toujours moins élevé, c'est pourquoi tant de "maquiladoras"¹ vont et viennent d'un pays à l'autre au gré des "facilités" d'exploitation de la main d'oeuvre. Le Mexique le sait mieux que quiconque (ces dernières années, nombre d'usines de ce type ont quitté le Mexique pour s'installer en Chine).

*4 L'actuelle globalisation essaie de se légitimer en exaltant le rêve de "l'américain way of life" et un consumérisme débridé qui bouleverse les valeurs culturelles autochtones. Cette surconsommation se fait au détriment de l'utilisation d'énergies non renouvelables, de façon totalement irresponsable et tend à entraîner des guerres pour l'appropriation de ces sources d'énergie. Non seulement les peuples, mais aussi la planète et son équilibre écologique, sont au bord de l'abîme. Nous sommes tous et toutes témoins d'une véritable implosion, d'une désarticulation des composants du corps social et d'un grand affaiblissement des ressources humaines et matérielles qui ne parviennent pas à satisfaire des objectifs aussi élémentaires que le travail rémunéré et la satisfaction des besoins également élémentaires de la population entière. Partout se multiplient les tensions et, ici et là, éclatent les germes de la violence. Il est criminel de dissimuler ces faits, ou même de vouloir s'y résigner.

*5 Le phénomène de la globalisation a affaibli les fonctions des gouvernements et accru le pouvoir des groupes transnationaux qui ont ainsi établi une économie à leur bénéfice exclusif. La société civile souffre des effets nocifs de ce pouvoir et réclame donc, non seulement une réforme des institutions publiques mais au-delà et avec leur participation, leur entière refondation. Elle exige que soient mis au premier plan l'intérêt des personnes et la multiplicité des initiatives que celles-ci mettent en place pour assurer leur bien-être, et de leur donner priorité par dessus les intérêts strictement privés des sociétés anonymes basés sur l'accumulation du capital. Nous assistons à l'éclosion de milliers de projets, plaintes, pressions, tant dans l'espace rural qu'en ville, de la part de gens qui, massivement, ont perdu patience et n'attendent plus mais exigent du gouvernement des conditions généralisées et justes de travail, de revenus et de progrès. Il nous faut rechercher cela de manière concertée et constructive ou bien ce sera le chaos et les pires formes de violence referont surface.

*6 Nous pouvons affirmer sans trop nous tromper que tout le monde est à peu près d'accord sur le fait qu'il est nécessaire de:

- réhabiliter le marché intérieur sans écarter les autres marchés.
- renforcer les PME.
- fournir microcrédits, assistance technique, moyens de commercialisation, etc.
- créer des chaînes productives.

¹ Ntrad :terme mexicain désignant à l'origine les usines de montage installées en grand nombre au Nord du Mexique, non loin de la frontière avec les Etats-Unis, puis dans les pays pauvres en général

- donner la priorité aux campagnes et à une moindre dépendance alimentaire vis-à-vis de l'extérieur.
- respecter l'environnement et l'écosystème, et en particulier prendre soin de nos espèces génétiques.
- aider les plus pauvres, sans clientélisme ni sélection.

*7 Mais c'est d'une approche systémique et systématique dont nous avons le plus besoin : des ensembles économiques intégrés en réseaux qui alimentent toutes les étapes productives et distributives à partir de l'énorme diversité et la créativité du travail humain, ainsi que des besoins et des aspirations les plus légitimes de la population. Pour le moment, nous sommes organisés depuis l'extérieur, on nous a atomisés, sectorisés et divisés, avec une machine qui aspire une richesse désignée par des nombres. C'est à partir de cela qu'il faut repenser une intégration économique où se conjuguent travail, production, commercialisation, consommation, population dans le besoin et, particulièrement important, une politique de crédit, une articulation entre le niveau micro et macro (le niveau méso), ainsi qu'une production plus diversifiée et plus complexe.

*8 L'économie actuelle requiert un changement substantiel de paradigme et de politique. Nous devons considérer non seulement le court terme mais aussi le long terme et trouver des formules vraiment durables et pas seulement les mettre bout à bout, tout en les maintenant dépendantes de forces extérieures. Il nous faut transformer les disfonctionnements existants en pratiques systémiques, holistiques et intégratrices. Dit autrement, il s'agit de travailler sur la base de l'abondance des ressources humaines, et non pas en lien avec la rareté du capital, il faut valoriser l'ensemble de la population, comme autant de sujets et non pas comme des objets, avec son travail et ses besoins légitimes, sans anonymat, former et mobiliser ce capital productif et créer des marchés qui facilitent l'échange et la consommation des produits et des services, résultats de ce travail créateur, dépasser les approches du travail basées sur la machine, aborder les aspects techniques et scientifiques, en particulier revaloriser les aspects culturels et écologiques, donner la priorité à ce qui est produit localement sur ce qui est produit ailleurs, aux nécessités de base sur le superflu, à la redistribution des ressources sur leur concentration.

*9 Un aspect central de ce modèle est l'intégration de circuits systémiques de production-distribution-consommation qui puissent évoluer du niveau micro vers le niveau macro. Mais, ces circuits impliquent l'inclusion d'un CREDIT SOCIAL, dont la problématique n'est pas seulement financière (trouver des ressources rares et les semer!) mais surtout monétaire (qui émet la monnaie? Et au bénéfice de qui?). Rappelons que la création du Fond Monétaire International a été le premier acte de triomphe à l'issue d'un rude débat sur les modèles de développement au XXème siècle (Bretton-Woods, juin 1944) et ce avant même la création des Nations Unies (juin 1945), éloquent signal s'il en est sur les priorités de cette époque. Soixante ans après, la dette internationale des Etats dépendants continue à augmenter, avec le Mexique, au premier plan, et sa dette monstrueuse et gigantesque sous l'hégémonie d'une devise éminemment impériale et lucrative. A présent, une nouvelle devise, l'euro, dispute son hégémonie au dollar dans le commerce mondial, mais la pauvreté continue à croître dans des proportions catastrophiques, les guerres et l'insécurité se multiplient au-delà des frontières. Pour chaque peso que le Mexique utilise pour soulager la pauvreté dans le pays, ce sont douze autres pesos qui partent au service de la dette. Le chiffre le plus bas mentionné pour la dette

internationale du Mexique est de 155 milliards de dollars. Pourtant, nous, les Mexicains, avons déjà payé 270 milliards de dollars en intérêts. La dette internationale du Mexique est gigantesque, pratiquement impayable et son remboursement, une saignée permanente pour le pays.

**10 L'abus de l'argent: usure et spéculation détruisent la création de valeur réelle*

Le Mexique a misé sur le marché extérieur. S'il y a eu progrès, cela est dû en grande partie à l'exploitation du pétrole mais, par ailleurs, les investissements extérieurs visent un rendement rapide sans s'intéresser le moins du monde à un développement endogène et durable. En outre, le Mexique exporte une main d'oeuvre bon marché et les envois d'argent de ces émigrés, même s'ils soulagent un tant soit peu ceux qui sont restés, sont la marque d'un bouleversement culturel. Il y a croissance, mais pas d'emploi, parce que le marché mondial produit de l'argent et non pas du travail. Aujourd'hui, chaque jour, je dis bien, chaque jour, les transactions financières planétaires atteignent deux milles milliards de dollars, mais seulement 3% de ce chiffre a une quelconque relation avec la production et la consommation de biens et de services réels. Tout le reste est spéculation, autrement dit: produire de l'argent sans bénéfice réel, seulement plus d'argent. L'argent historique, traditionnel a été détourné de son rôle premier: faciliter les échanges entre producteurs et consommateurs.

*11 Aristote distinguait l'économie (bien-être de la maison) de la chrématistique (créer de l'argent à partir de l'argent). Aujourd'hui la planète est enveloppée d'une gigantesque chrématistique sans bien-être général. En 1971, lorsque Nixon dissocie le dollar de l'or -- après avoir dépensé plusieurs milliards de dollars pour la guerre froide et celle du Vietnam, de fait, sans son équivalent en or --, les milliards qui circulent alors instantanément de par le monde semblent réels, mais en vérité, ce ne sont que pures spéculations. L'argent n'est plus ce que nous croyions. C'est un pouvoir de manipulation de la crédulité et de l'ignorance. Nous sommes devant la fin de l'argent comme expression de valeur utile et bénéfique. Au milieu de cette folie qui débouche sur des guerres, le Mexique n'est pas immunisé, bien au contraire. D'ailleurs, le fait que le pouvoir bancaire et financier, ici, appareil qui se paie de privilèges, scandales et jugs, tel que le FOBAPROA (fond bancaire de protection de l'épargne) soit déjà en mains étrangères, est extrêmement inquiétant. Osons dire comme l'enfant innocent: Le roi est nu!

*12 Le Pape Jean-Paul II a appuyé fortement la campagne Jubilé 2000 qui insiste sur l'élimination de la dette internationale, commençant par les pays les plus pauvres, rénovant la tradition millénaire du nécessaire pardon rédempteur tous les 50 ans. Sa campagne n'a pas été suffisante mais l'on peut penser que, tôt ou tard, l'on obtiendra l'arrêt et l'annulation de cette dette (déjà aujourd'hui l'Angleterre propose d'annuler celle des 32 pays les plus pauvres). Pour prendre conscience de la servitude persistante, qu'il suffise de citer le Pape Pie XI dans son encyclique *Quadragesimo Anno* (1931) quand il fait allusion aux banques: "Ce pouvoir est surtout considérable chez ceux qui, détenteurs et maîtres absolus de l'argent et du crédit, gouvernent le crédit et le dispensent selon leur bon plaisir. Par là, ils distribuent le sang à l'organisme économique dont ils tiennent la vie entre leurs mains, si bien que sans leur consentement, nul ne peut plus respirer".

*13 Depuis une trentaine d'années, de par le monde, une prise de conscience émerge, en particulier au sein de la société civile : cette économie dont nous sommes les victimes est altérée à la racine parce que, historiquement et légalement, l'on a abandonné aux banques privées, -- car immensément lucratives et de nos jours devenues à peu près transnationales--, l'essentiel de l'émission monétaire. Ce phénomène a évolué au fil du temps et en est arrivé aujourd'hui à une situation totalement insoutenable. La plaie de l'inflation, tout comme ses « remèdes », la "gestion" monétaire, l'usure, la spéculation, les paradis fiscaux en arrivent à être de par leurs effets dévastateurs et calamiteux, aussi CRIMINELS que l'exploitation du travail, le narcotrafic ou la guerre. Très peu de personnes se rendent compte que les banques prêtent et font d'énormes bénéfices avec de l'argent créé ex-nihilo, c'est à dire à partir du néant.

*14 Les banques de développement qui opèrent avec l'argent public ou avec des crédits internationaux devraient inventer une autre équation financière qui ne soit pas la simple reproduction du système global déterminé par Wall Street, le Fond Monétaire International, la Banque Mondiale, l'Organisation Mondiale du Commerce et le Forum Economique Mondial (Davos). Notre société devrait créer des solutions à sa portée, l'une d'elles étant de se défaire progressivement de ces attaches monétaristes. Par exemple, l'Argentine, aujourd'hui, est en train de négocier avec le FMI une remise de plus de 50% de sa dette, en effet la responsabilité de la débâcle dont a souffert l'Argentine n'est pas de sa seule responsabilité. Une dette contractée au moyen de crédits malhonnêtes pire encore, par des dictatures ou des gouvernements à sa solde, est un acte immoral. Ce sont là des dettes on ne peut plus odieuses.

La société rétablit ses propres moyens d'échange et de crédit. Le don, la redistribution, le troc, le multitroc et l'argent social

*15 Il nous faut renouveler les principes moraux du développement, une éthique qui mette au centre la dignité de toute personne humaine, ainsi que l'importance de la communauté, de la convivialité et la solidarité, qui permette atteindre un bien-être général avec l'effort de tous et non plus les bénéfices de quelques-uns au service des privilèges de quelques-uns. Depuis des dizaines d'années, la société civile, ou plutôt organique, a lutté pour une qualité de vie basée non sur le paradigme du profit mais sur celui de la générosité et du partage, nous connaissons tous et toutes de multiples cas de luttes pour une qualité de vie à partir du travail et de l'autogestion plutôt que sur les diktats du capital et de l'argent.

*16 Le Mexique possède une grande tradition de solidarité, aujourd'hui frustrée. Il suffit de mentionner les coutumes de la Gualaguetza (tradition ancienne des peuples Zapotecs de la Sierra de Juarez) et de Tequio (travaux collectifs gratuits) qui nous rappellent l'importance de l'économie du don, de l'offrande et l'aide mutuelle sur une économie de l'accumulation des profits. Notre sang préhispanique nous prédispose en faveur d'une autre économie et les Caracoles au Chiapas² nous le rappellent encore.

*17 Les communautés indigènes, les coopératives historiques, les syndicats en faveur de la cogestion d'entreprises et beaucoup d'autres formes d'activités économiques, familiales ou

2Ntrad : Reprise en main par les forces sociales locales de leur économie et pouvoir de décisions.

approchant, sont ainsi autant d'expériences et de leçons sur la lutte des uns et des autres pour survivre dignement. Citons les coopératives qui se développèrent jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle et ensuite à travers la période révolutionnaire, les projets collectifs parfois opposés au Gouvernement et à l'Eglise : coopératives de production, de consommation, d'épargne et de crédit, d'habitation et de services variés grâce auxquels aujourd'hui nous avons des modèles consistants (la Caisse Populaire Mexicaine avec sa devise originelle: "Pour un capital entre les mains du peuple" ; le réseau pionnier des coopératives à Tacambaro ou l'entreprise coopérative Pascual, pour n'en citer que quelques uns).

*18 Beaucoup de coopératives et d'initiatives similaires furent appuyées par les gouvernements issus de la révolution mexicaine mais ensuite contaminées par le paternalisme, la corruption et le "culte du chef". Le néolibéralisme aujourd'hui dominant s'est chargé de les marginaliser et de les disqualifier, les considérant davantage comme politiques et idéologiques que productives et constructives. Devant l'échec de nombres d'entre elles, c'est l'individualisme qui refait surface au détriment de la communauté avec des résultats catastrophiques en termes de dissolution sociale, d'atomisation et de triomphe du plus fort sur le faible. Certains illustrent cette prédominance donnée au marché sur la société sans suffisante protection de la part du gouvernement avec un poulailler sans défense aucune contre les renards.

*19 Un aspect central est la création de nouvelles valeurs d'échange (symboles qualitatifs et quantitatifs) qui ne trahissent pas la valeur d'usage (le bénéfice réel) et la valeur relationnelle (le lien social). Les devises mondiales actuelles (dollar, euro, yen) ont été conçues pour exploiter le marché en faisant des profits, et comme elles ont acquis une grande volatilité, il n'y a plus de correspondance avec des valeurs réelles, leur seule force réside dans la force des armes, plus la crédulité et les craintes des populations. Leur seule logique réside dans le fait que, en raison de leur rareté et leur manipulation qui se fait indépendamment de la création sociale de valeur, elles génèrent des profits pour certains moyennant l'usure et la spéculation, avec en prime les crimes et la guerre.

*20 Beaucoup de gens mais pas beaucoup d'argent ! Pour faire face à la rareté de l'argent aujourd'hui, des communautés indigènes recourent au troc, ainsi le Réseau Purépecha de Troc, 15 communautés riveraines du lac Patzcuaro avec 10 ans de pratique continue, ou encore des entreprises urbaines établies qui inventent leur propre système d'Echanges de Biens et Services" IBS (500 entreprises à Guadalajara qui utilisent le point IBS), ou encore une association locale conjuguant le DIF (Développement intégral de la Famille) avec la Croix-Rouge et avec des entreprises socialement responsables pour établir initialement un Bazar. L'on y trouve aussi un bon d'échange sans but lucratif (exemple: le "Cajeme" qui est une monnaie municipale dans la ville de Obregon, dans l'Etat de Sonora). Parmi les initiatives pionnières, cela vaut la peine de citer le bon d'échange multitroc "TLALOC", qui est un symbole de valeur sans but lucratif et qui permet, dans la Vallée de Mexico et des alentours, l'échange rural-urbain entre producteurs, entre ceux qui commercialisent et ceux qui utilisent, élargissant le spectre de la microéconomie de façon complémentaire, sans usure ni inflation. Citons aussi le bon d'échange "Bonito" créé par le réseau Viva la Tierra (Vive la Terre) à Cuernavaca ou la « smart card » (carte à puces) créée pour les mêmes effets par la Fondation Ahora à Aguascalientes. D'autres régions sont sur le point de commencer leur propre système comme à Dolores Hidalgo, le Gto; à Tlaxcala, le Tlax; à Parras, le Coah; à Mérida, le Yuc;

etc. Avec l'appui des autorités locales naîtra début 2005, le "Dinamo" à Delégación Magdalena Contreras (comportant un système de Troc). De même nos voisins Mayas Quichés au Guatemala étudient l'émission d'un "Pop" qui veut dire "Natte Tissée".

*21 Ces exemples reflètent à peine ce qui est en train de bouger et d'émerger un peu partout dans le monde, la création de systèmes autonomes et durables où l'argent n'est pas une forme de lucre mais information et confiance, formation et responsabilité d'entreprendre, en somme un crédit effectif. Du niveau cellulaire et micro, l'on passe au réseau, et des réseaux au niveau méso. Ensuite cela ira en se globalisant comme une réponse vitale à une globalisation virtuelle mais fausse. Ce qui est local, ce qui constitue la qualité de la vie deviendra de plus en plus visible devant le massacre quotidien occasionné par les plus forts sur les beaucoup plus faibles.

*22 Ces expériences émergent en même temps par milliers dans plusieurs continents, au Sud, au Nord, à l'Est et à l'Ouest. Au Canada, il y a 20 ans, apparaissent les premiers LETS (Local Employment and Trade System), des systèmes d'échanges de produits et de services qui se sont multipliés en forme cellulaire dans tous les pays industrialisés, en Europe, en Australie ou en Nouvelle-Zélande. Il existe des « Banque du Temps » (Time Banks) où, comme aux Etats-Unis, en Angleterre, en Italie et au Japon s'établissent des systèmes comptables basés sur une unité heures/services que les uns prêtent aux autres en faisant en sorte de maintenir l'équilibre de ces heures, tantôt individuelles, tantôt collectives, entre débits et crédits. En Argentine, à cause de la crise monétaire, ce que l'on appelle les clubs ou nodos, avec utilisation d'un bon d'échange, a rassemblé des millions d'usagers, quoiqu'il soit prudent d'affirmer que, après ce moment d'apogée conjoncturelle, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui maintiennent et confirment cette stratégie alternative. Au Brésil, cette année, en septembre 2004, s'est tenue la Première Rencontre des Réseaux d'Echanges qui utilisent divers types de monnaies sociales, à peu près dans tous les principaux Etats de ce pays.

*23 Nous pouvons affirmer qu'il existe en Amérique Latine (Argentine, Brésil, Chili, Mexique, etc) de véritables laboratoires sociaux où un symbole de valeur complémentaire/alternatif et sans but lucratif, sous contrôle de la communauté, sert à favoriser les échanges de biens, de produits et de services, résultant du binôme nécessité/travail. Et ce, là où l'argent se raréfie, dans les couches moyennes et basses, toutes deux appauvries. Ce symbole joue le rôle premier de l'argent (l'argent a été inventé par la société elle-même) : rendre propices les échanges et lier dans le temps le producteur avec le consommateur, mais cette fois en créant un argent social là où il est nécessaire et sans exiger une rente (intérêts, usure) privée, alors que c'est le cas de la création monétaire actuelle. Le fait de récupérer la capacité de la société de se doter d'un circulant pour lier travail et besoins est porteur de la grande mutation de ce XXIème siècle ; celle-ci vient résoudre, d'une part, le manque d'emplois et d'autre part, satisfaire ceux qui sont dans le besoin. Pendant la transition, nous serons "bilingues" en terme de valeur d'échange, argent capitaliste et argent solidaire, mais progressivement nous remettons en place la valeur d'usage et surtout la valeur relationnelle.

*24 Les entités qui gèrent l'argent conventionnel, tel que les fonds FONAES (bureau parastatique pour un fond national de soutien aux entreprises) et de développement en général, les fondations philanthropiques, et même les caisses populaires, doivent étudier comment

combiner leurs fonds avec les monnaies sociales de caractère local ou régional, circulant vers l'intérieur et vers le bas de l'échelle sociale. Car cet argent conventionnel finit toujours dans le haut de l'échelle sociale et à l'extérieur des agents sociaux locaux ou régionaux. Ce serait ainsi une façon de favoriser la création de micromarchés qui seraient l'antithèse des empires Walmart et similaires, plus les grands capitaux mondiaux. Il est possible de créer un genre de "bicyclette" avec deux modèles d'argent, le conventionnel qui « s'échappe vers l'extérieur » et le social qui s'enracine. Cela se pratique déjà à Toronto, où des fonds conventionnels forment le support pour la création de monnaies sociales, lesquelles, si elles ne trouvent pas de marché local peuvent être décomptées de ces fonds conventionnels (quoique en payant une amende pour ne pas avoir essayé de renforcer l'identité locale).

*25 Face à une crise économique chronique, la société civile émerge, se personnalise collectivement, dans l'espace local et l'espace mondial et crée de nouveaux paradigmes, l'un d'eux étant la monnaie solidaire en réponse au négoce exterminateur de l'argent bancaire. Nous en sommes à peine au tout début d'une vague d'espoir qui s'infiltré un peu partout et il s'agit de ne pas rater le coche. C'est pour ça, qu'après Bretton-Woods et face au FMI et à la Banque Mondiale et leur intention de donner la primeur aux Droits de Tirages Spéciaux comme recours au refinancement, le Forum Social Mondial étudie aujourd'hui le lancement d'une devise mondiale en 2005, non pas basée sur des symboles manipulés et historiquement frauduleux, mais basée sur des valeurs humaines réelles, sous le contrôle même de la société mondiale organisée. En réponse à la disparition du dollar-or, nous sommes en train de proposer une valeur plus authentique de l'humanité : l'Hospitalité (nom de la devise) représente une journée, ce sont des journées non classifiées, incomparables et diverses entre elles. C'est une unité de compte qui ne sera pas déterminée par les prix actuels imposés par le marché.

L'Economie Solidaire se construit entre tous les acteurs sociaux. Urgence d'articuler : causes, consensus et conseils de la société civile pour les politiques publiques.

*26 Pour élaborer de nouvelles politiques qui favorisent l'intégration des différentes cellules économiques en un nouveau cadre intégrateur et vraiment durable, que comme d'autres, nous appelons: MésoEconomie, il est important de reconnaître les efforts réalisés depuis un certain temps déjà par des réseaux au Mexique, en créant un Espace d'Economie Solidaire, organisant des ateliers nationaux d'économie solidaire réunissant des efforts endogènes et cogérés de notre peuple. Ces ateliers se sont formés en concertation avec des ateliers continentaux et mondiaux mis en place dans d'autres pays, parmi lesquels on peut distinguer ceux du Forum Social Mondial (FSM), d'où a jailli l'inspiration: Une autre économie est possible.

*27 Des milliers d'organisations non gouvernementales et des organisations autogérées s'attellent aujourd'hui à des tâches similaires en ce domaine. Aujourd'hui dépréciée et atomisée, il faut valoriser cette force animique sociale qui est notre patrimoine et notre source et ainsi combiner des façons d'« entreprendre » plurielles : personnelles, familiales, de voisinage, des corporations professionnelles, aujourd'hui éparses, avec une volonté solidaire d'articuler ces forces.

*28 La société civile, que certains d'entre nous qualifient de société civile émergente et organique, constitue un nouvel acteur qui, uni à la population, agit avant l'Etat et le Marché, à la recherche de solutions aux problèmes chroniques et grandissants de la brèche gigantesque entre riches et pauvres, le chômage, l'abandon des campagnes, l'absence d'un développement équilibré, la détérioration de l'environnement, etc. Ce nouvel acteur, identifié par beaucoup comme un ensemble d'organisations associatives de base populaire dont les objectifs sont économiques, culturels et civiques, plus les ONGs à leur service, réclament une place créative dans le domaine des politiques publiques et d'aller plus loin que le rôle purement clientéliste, de dépendance ou palliatif qu'on a eu l'habitude de leur donner.

*29 Les diverses instances de la société, qu'on la considère comme civile, émergente ou organique, doivent cultiver leur autonomie (auprès de quelque pouvoir pyramidal que ce soit : économique ou politique, clérical ou militaire, médiatique ou technologique) et, par leur vocation, sont appelés à mettre en valeur et à instaurer les principes fondamentaux d'un développement juste, équitable et bénéfique, commençant par revaloriser les capacités créatrices du travail de tout être humain, leurs nécessités de base et leurs aspirations sociales, esthétiques, récréatives et spirituelles. Il est très important d'aspirer à une "globalisation" qui respecte la nature humaine, sa dignité et sa sociabilité, et de façon de plus en plus urgente, qui protège la nature même et l'environnement.

*30 Face aux grands déséquilibres économiques et politiques dont nous souffrons aujourd'hui au Mexique et face aux conflits fréquents, ainsi qu'aux complicités entre le secteur public et privé, ce dernier étant caractérisé par le cumul des sociétés anonymes, il est urgent que s'établisse une instance largement plurielle, qui serve de catalyseur et rétablisse l'équilibre, et dont la nature ne soit pas de rechercher et d'exercer "le pouvoir représentatif par les votes et l'argent", ainsi que le font les partis politiques et les entreprises hautement lucratives et spécialement "protégées". Une instance qui ne se confonde pas avec le pouvoir exécutif, législatif ou judiciaire et encore moins avec le pouvoir médiatique. Une instance qui soit financée à partir de ses très limitées mais strictes ressources d'organisation, enracinées dans les sources d'intérêts des travailleurs et des gens en général, et qui produise des consensus, des motions nationales élaborées à partir des multiples initiatives sociales organiques qui prolifèrent partout dans notre pays, que ce soit de survie, de résistance ou d'alternative inédite. La proposition va dans le sens de créer une authentique référence de Politique Sociale et Economique qui devra être prise en compte par les pouvoirs établis et dont l'origine résulte d'une réunion d'un ensemble national autogéré qui ne cède pas à la pression du court terme et du clientélisme.

*31 Il existe au Mexique des réseaux et des organisations qui luttent pour les droits humains, pour les minorités, pour les peuples indigènes, pour les migrants, pour les femmes. Il doit donc être possible de penser une plateforme plurielle, autogérée et autonome, qui servirait de boussole pour orienter en fonction de ce que les personnes organisées du bas vers le haut pensent et élaborent comme économie appropriée et à leur portée. Dans de nombreux pays très développés, il existe un Conseil Economique et Social, ici au Mexique, sans écarter cet objectif, il faudrait élaborer un processus de réunions représentatives, de consultations et de consensus, qui nous conduise d'abord vers un Conseil Stable de la Société pour l'Economie Solidaire avec une représentation collective transparente et renouvelable, reconnue, soutenue et respectée par les différents pouvoirs. Quelque chose de similaire aux universités publiques

et autonomes mais pas exclusivement poursuivant des buts académiques, mais qui inspire confiance et qui catalyse des propositions structurées au-delà des éternelles critiques et manifestations « contre » quelque chose.

*32 Nous plaillons pour une économie qui va au-delà de l'économie actuelle qui nous divise et nous aliène. Sa maxime: Une Vie Digne et Durable pour Tous et Toutes, -- créée par notre organisation PDP (Promoción del Desarrollo Popular, Promotion du Développement Populaire) et "la OTRA Bolsa de Valores" ("L'AUTRE Bourse de Valeurs"), voici dix ans--, met en avant le fait que l'Economie Solidaire n'est pas un programme "pour les pauvres" ou "pour les marginaux", --ce serait là une mentalité sectorielle et d'assistanat comme celle des instances de pouvoir qui cherchent seulement à distribuer de rares bénéfices, selon la théorie bien connue du « goutte-à-goutte » (trickle down) que pratique la Banque Mondiale et ses programmes. Ce qu'il faut c'est un changement structurel qui intéresse l'ensemble des parties prenantes citées dans notre intervention et implique le meilleur de tous dans des formules nouvelles d'intégration et de coopération, et non plus le principe de concurrence qui provoque forcément toujours plus de perdants que de gagnants.

*33 Il nous faut de nouveaux inspireurs, sans visée politicienne ni "carriériste", ni non plus des "faiseurs d'argent". Au milieu de l'actuelle tempête, il nous faut tenir le cap. Il est très important qu'un conseil de ce type, tel celui mentionné, intégré par des réseaux et des forces productives régionales, qui seraient identifiés grâce à leur maintien dans le refus du clientélisme et du "partidarisme" politique, oeuvre pour asseoir les bases d'un dialogue de convergence et de synergie avec diverses entités gouvernementales, de même qu'avec diverses chambres des métiers.

*34 Parmi ces réseaux, on peut mentionner les corps socioprofessionnels, les syndicats, le commerce équitable, la monnaie sociale, ceux qui sont soucieux d'une valorisation de l'éthique, l'éducation et la productivité, les viviers et organisation de microentreprises, les fonds d'investissements à priorité sociale, etc. L'économie solidaire ne peut être seulement un genre de médecine palliative pour les pauvres, mais se doit d'être un programme transversal qui touche les dimensions micro et macro ; elle exige la participation de tous les agents de développement, y compris la dimension internationale. L'économie solidaire s'implique dans le macro et le micro avec l'Eglise, les universités, les moyens de communication, les agences internationales, etc.

*35 Le dialogue société civile/autorités, en vue de synergies constructives, a commencé principalement à partir de ce 2ème Forum, lequel a impliqué auparavant plusieurs forums régionaux et tables de travail. Le 4ème Atelier National d'Economie Solidaire est programmé par l'Espace d'Economie Solidaire pour avril 2005 à Tuxtla Gutiérrez, et pourrait être la seconde étape du dialogue qui s'amorce et auquel devraient participer des chambres professionnelles et des directeurs/trices d'entreprises (par exemple, la CANACINTRA chambre Nationale des Industries de transformation, et la USEM organisme officiel chrétien d'appui aux entreprises) qui ont affichés un grand intérêt pour le marché intérieur et les petites entreprises. De même, un dialogue avec les organisations internationales comme l'OIT (Office International du Travail), le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) et le BID (Banque Interaméricaine de Développement) .

Ce dialogue devra déboucher en une consultation permanente qui définisse les accords formant la base pour une participation concrète et primordiale des principaux réseaux, institutions et personnalités agissantes, avec suffisamment d'appuis et de ressources publiques.

Félicitations à tous!
Luis Lopezllera